

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 30 NOVEMBRE 1978 - N° 801

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Après le refus de Ceaucescu de soutenir l'effort de guerre soviétique

BREJNEV MENACE LA ROUMANIE



Mardi, on annonçait à Vienne et Bucarest que les ambassadeurs des pays du Pacte de Varsovie avaient quitté la Roumanie. A la suite des démentis de la RDA et de la Pologne fournis mardi soir, il s'avère que trois ambassadeurs, ceux d'URSS, de Hongrie et de Bulgarie étaient absents de Bucarest mardi soir ; leurs collègues de Pologne et de RDA ont rejoint leur poste après l'avoir quitté à la suite de la réunion du Pacte de Varsovie.



Tous les ambassadeurs du Pacte de Varsovie à Bucarest ont été rappelés dans leur pays depuis le week-end dernier

Mise à part le cas de l'ambassadeur tchèque - sur les déplacements duquel aucune indication

n'a été donnée - la plupart des ambassadeurs des pays membres du Pacte de Varsovie ont

quitté la Roumanie après le sommet de jeudi dernier au cours duquel Ceaucescu a rejeté les exigences soviétiques. Ce mouvement est tout à fait inhabituel et sa coordination ne laisse guère de doute, ni son objectif : les pays du Pacte de Varsovie ont donné à leurs ambassadeurs des instructions sur la conduite à tenir à l'égard de la Roumanie. Ceci constitue une menace grave de la part d'une alliance militaire, et l'on sait comment les ambassadeurs peuvent ouvrir la voie aux pressions militaires et à l'invasion.

En 1968, l'ambassadeur d'URSS en Tchécoslovaquie, aujourd'hui ambassadeur en France, a mis au point dans le détail l'agression conjointe des troupes du Pacte de Varsovie.

40^e CONGRES DE LA CGT

Le débat ne sera pas clos à Grenoble

La discussion engagée après le discours d'ouverture de Séguy s'est poursuivie toute la journée de mardi. De nombreux délégués se sont fait volontairement ou non l'écho des préoccupations et des questions multiples posées par les militants, par les syndiqués. Le débat auquel la direction de la CGT s'est trouvée contrainte ne débouchera sans doute pas immédiatement, dans le cadre de ce congrès sur des modifications sensibles de l'orientation de la confédération, le PCF gardant l'essentiel des choses en main. Cela dit, le débat laissera forcément des traces, des questions de fond sont ouvertes, la masse des syndiqués ne se satisfera sans doute pas à terme de réformes de détail.

Lire en page 3

Manufrance : 50 % du personnel menacé de licenciement

A nouveau, des menaces sérieuses pèsent sur l'emploi des travailleurs de Manufrance. Mardi soir, le PDG Gadot-Clet a annoncé au cours d'un conseil d'administration son intention de licencier 1 300 salariés de la société, soit plus de 50 % des effectifs. Il paraît que le déficit financier s'est accru de façon importante au cours des dix derniers mois. Le PDG a élaboré un nouveau plan et fait du chantage : pour sauver la moitié des emplois, il faut licencier l'autre moitié.

Les travailleurs de Manufrance auront sans nul doute à se battre pour sauvegarder leur emploi.

Le débat actuel en Chine

Lire en page 5

Chaffoteaux et Maury

50^e JOUR D'OCCUPATION POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES

Depuis maintenant 50 jours, les travailleurs de l'entreprise Chaffoteaux et Maury qui fabrique des chauffe-eau à Saint Briec sont en grève pour l'augmentation des salaires, la 8^e semaine de congés, le 13^e mois... La lutte avait commencé par des débrayages ; devant l'intransigeance et les provocations du patron, les travailleurs se sont mis en grève totale. Des initiatives intéressantes ont été prises par les grévistes : par exemple, des femmes de grévistes sont venues discuter à l'usine ; des paysans sont aussi venus discuter et vendre des produits agricoles à prix coûtants.

Un large mouvement de solidarité se développe autour de cette lutte exemplaire dans ce département des Côtes du Nord et dans cette ville de Saint Briec, lieu d'une autre célèbre lutte, celle du Joint français.

Lire en page 4

Lire en page 8

25 millions pour votre quotidien !

Somme réunie à ce jour : 21,7 millions

Lire en page 2

POLITIQUE

Conséquence de sa crise

LA BOURGEOISIE «ADAPTE» SON VII^e PLAN

● L'assemblée nationale examinait mardi le «rapport sur l'adaptation du VII^e plan» fourni par le gouvernement. Adoptée en juillet 76, et mise en application en septembre, la loi sur le VII^e plan prévoyait en effet une réadaptation à mi-parcours, réadaptation rendue forcément nécessaire par l'évolution de la conjoncture. Sans que les grandes orientations ne soient remises en cause, du moins dans les textes, le rapport gouvernemental envisage en fait de profondes modifications.

La mise au point des plans quinquennaux nécessite une longue opération. Ainsi les grandes orientations du VII^e Plan ont-elles été élaborées dans les derniers mois de l'année 1974, quelques mois après les premières augmentations des matières premières par les pays du Tiers Monde, à un moment où la bourgeoisie française s'interrogeait encore sur l'ampleur de la crise qui commençait à la traverser dans tous les domaines. De fait, le VII^e plan tel qu'il est préparé en 1975 et adopté en 1976 est ambigu, voire contradictoire. D'un côté, la bourgeoisie a clairement conscience que les choses ne pourront pas se dérouler comme avant : les importations coûteront plus cher, la concurrence sera plus difficile, tous les marchés ne pourront pas être tenus à la fois. C'est ainsi qu'est donnée la priorité à l'accroissement des exportations, à la recherche de

«créneaux» dans lesquels l'industrie française peut être compétitive, et plus généralement au redéploiement industriel : il s'agit d'une part de développer les secteurs d'avenir, et d'autre part de liquider les secteurs jugés périmés.

D'un autre côté, les prévisions chiffrées faites par la bourgeoisie en 1976 apparaissent aujourd'hui comme ridicules : elles se basaient sur une croissance de plus de 5 % (alors qu'elle n'est que de 3,5 %), aboutissant à un chiffre officiel de ... 620 000 chômeurs en 1980 ! De même, la hausse des prix espérée était de 7,6 % l'an, alors qu'on va encore frôler les 10 % cette année.

TROIS OBJECTIFS PRIORITAIRES

Il n'est plus question de prévisions chiffrées dans la «réadaptation» aujourd'hui

proposée. En principe, les grandes orientations de 1976 sont confirmées. En réalité, trois «objectifs prioritaires» sont mis en avant : le rétablissement du commerce extérieur, l'adaptation de l'industrie à la concurrence internationale, et enfin l'amélioration de l'emploi.

Le rapport gouvernemental, dans sa partie consacrée au commerce extérieur, situe bien le problème, puisqu'il s'intitule «desserrer la contrainte extérieure». Et c'est bien de cela qu'il s'agit pour l'impérialisme secondaire qu'est la France. Il s'agit donc, selon les vœux de Barre, d'une part de diminuer les importations, notamment les importations d'énergie, et d'autre part d'augmenter les exportations, en resserrant encore plus les «créneaux» sur lesquels peuvent intervenir les industries françaises. Un exemple, contenu dans le rapport gouvernemental, aide à situer la difficulté de la tentative : en développant le programme électronucléaire, il s'agit d'importer moins de pétrole. Mais parmi les pays auxquels la France pense pouvoir vendre en priorité figure... les pays producteurs de pétrole, qui donc accepteraient de voir creuser le déficit en leur défaveur, ce qui semble difficilement concevable.

Le deuxième objectif prioritaire n'a rien de bien nouveau : adapter l'industrie signifie toujours liquider les secteurs jugés non rentables, aux profits de quelques autres. Le fait que cette «adaptation» figure comme objectif prioritaire montre que cette politique, qu'on voit par exemple en œuvre dans la sidérurgie, ou dans la navale, va s'accroître, avec ce que cela comporte de



Liquidation des secteurs non rentables (ici le haut-fourneau d'Usinor à Thionville)...

licenciements pour les travailleurs.

Et ce n'est pas l'encouragement fait au développement et à l'essor des PME qui pourra répondre au problème.

De fait, le troisième objectif prioritaire apparaît plus comme une phrase creuse, nécessaire politiquement que comme une volonté réelle du gouvernement. Comment résorber le chômage, quand on sait que le gouvernement «rejette les solutions globales», et entend poursuivre sa politique «d'actions spécifiques», dont on peut voir les effets tant du point de vue des stages Barre que du point de vue des facilités faites à l'embauche d'apprentis ?

PILOTAGE A VUE

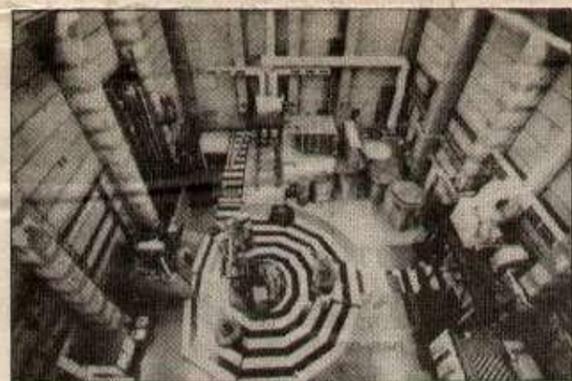
Au total, la bourgeoisie a bien raison de parler d'adaptation, en ce qui concerne son plan. Le temps est bien fini où elle pouvait développer sans à-coup sa politique écono-

mique, comme ce fut le cas sous la houlette de Pierre Massé dans les années 60-65, l'époque gaulliste.

La bourgeoisie se voit contrainte de restructurer son appareil productif, de rechercher de nouveaux courants d'échanges internationaux, d'intensifier l'exportation des capitaux. Mais elle ne peut même pas le faire d'une manière planifiée, et en douceur. Elle est soumise aux aléas

de la conjoncture internationale, à la pression des superpuissances, par l'intermédiaire du système monétaire par exemple ; elle est soumise également, d'une certaine manière, aux résultats de sa propre crise, par l'augmentation du chômage et la persistance de l'inflation. La révision du VII^e plan est l'exemple même du fait que la bourgeoisie française n'a pas le choix de son propre redéploiement.

Nicolas DUVALLOIS



... et recherche de créneaux toujours plus serrés (surrégénérateur Phénix à Marcoule).

Des contestataires du PCF écrivent au Monde

Répondant dans le Monde à un article de Claude Frioux, co auteur de L'URSS et nous, Nina et Jean Kékayan écrivent notamment : «Que l'agence Tass mette en branle ses chars pour écraser deux fourmis, voilà qui prouve que la diplomatie des bulldozers n'a rien compris aux finesses de l'occident. Qu'elle félicite la fédération des Bouches du Rhône du PCF pour une dérisoire prise de position qui déshonore ses auteurs, voilà qui ne laisse pas de nous inquiéter sur les marges de manœuvres d'un parti affirmant sa volonté de se démarquer du grand frère soviétique, ne serait-ce qu'à petits pas très prudents dont une des étapes serait la publication de L'URSS et nous».

Par ailleurs, le Monde publie dans son même numéro un article d'un autre contestataire du PCF, Jean Rony, rédacteur à France Nouvelle, qui critique son parti sur son «manque» d'eurocommunisme.

BARRE NE MENE PAS DE POLITIQUE PARTISANE

«Sous la cinquième République, le Premier ministre n'a pas le droit de jouer une partie qui soit partisane, qui soit personnelle», c'est ce qu'a déclaré

Barre mardi matin devant les journalistes de la presse parlementaire. Il a également souhaité une liste unique de la majorité pour les élections européennes de juin prochain, tout en précisant que lui-même ne serait pas candidat.

25 MILLIONS POUR QUE VIVE LE QUOTIDIEN

Liévin	Ventes	10	Ventes	135
Collecté	100	P.L. pour la liberté de la presse	25	
Dunkerque	Collecté	50	J.G.	20
Soutien	150	Pour le quotidien	50	
Vente	6	Levallois		
Des travailleurs de la santé	100	Ventes	35	
Des travailleurs sociaux	100	Soutien	165	
Paris		Montreuil		
18 ^e		Ventes	925	
P.C.	500	Saint Ouen		
C.D.	200	Des camarades	30	
.....	100	Soutien	65	
M.F.	20	Epervier		
20 ^e		Ventes	350	
Des patriotes libanais	25	Toulouse		
Gennevilliers		C.B.	200	
Ventes de livres	15	Total	3 376	
Saint Denis		Ancien total	214 204	
		NOUVEAU TOTAL	217 580	

Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse F.

Nom :

Adresse :

Etablir les chèques à l'ordre du Quotidien du Peuple : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F
Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

40^e Congrès de la CGT

UN DEBAT

QUI NE SAURAIT FINIR A GRENOBLE

De notre envoyée spéciale

● La journée de mardi a vu la poursuite du débat général commencé la veille, avec une trentaine d'interventions prononcées devant le Congrès. Journée beaucoup plus calme dans le ton, peut-être moins spectaculaire, mais pas moins intéressante. La question de la démocratie et de l'indépendance syndicale est toujours la toile de fond de la majorité des interventions et plus d'une question ouverte la veille ont trouvé mardi des prolongements.

Comme la veille, plusieurs délégués ont rappelé l'ampleur des interrogations des syndiqués, comme Marie-Christine Dubuc, de la BNP Paris : « Les syndiqués estiment qu'ils ne participent pas vraiment, ils ne veulent plus

de grèves ponctuelles de 24 heures, ils pensent souvent que la propagande de la CGT est trop politique, que la CGT c'est le PCF ». Plusieurs ont insisté pour que les débats ne s'arrêtent pas à la fin du congrès, comme Didier Com-

bret du Centre d'Essai des propulseurs de Saclay, ou Bernard Desormières de la Santé qui disait : « Les syndiqués ont goûté à l'expérience enrichissante du débat, ils en redemandent ». Bien sûr, quelques uns ont encore affirmé que la CGT n'avait de leçons à recevoir de personne. Mais tout autant que la veille, ces affirmations étaient ressenties comme plutôt sectaires...

Jeanine Parent, de l'UGICT, malgré une contribution assez controversée pendant la préparation du congrès au niveau des tribunes du fait de positions proches de Germon (PS), a mis le doigt sur des problèmes assez largement ressentis : la nécessité d'approfondir certains points comme les nationalisations, de répondre à l'aspiration des syndiqués de ne plus être de simples diffuseurs de tracts mais de contribuer à l'élaboration de ce qui se dit et se fait, d'envisager des transformations réelles pas seulement dans les structures mais jusqu'à la base, en mettant à profit des expériences en cours dans certains syndicats. Peu après, Pierre Feuilly du SNJ CGT (journalistes) reprenant les critiques deve-

nues courantes sur la période électorale, développait une série de propositions « pour affermir l'indépendance et la démocratie ». A Frischmann qui avait dédaigneusement déclaré lundi que la CGT n'était pas à Byzance et qu'on ne discutait pas du sexe des anges, il répondait qu'il ne fallait pas opposer action et débat sur les objectifs et les moyens de l'action et qu'il fallait donc poursuivre la réflexion. Exemples : sur l'Europe, premier thème proposé d'une discussion sérieuse et aussi la mise en œuvre concrète d'une plus grande démocratie à réfléchir dès la fin du congrès.

Autre intervention particulièrement révélatrice des demandes des syndiqués, celle du délégué de l'UD de la Drôme : dans son département, une enquête détaillée va être mise en œuvre sur le type d'actions jugées nécessaires afin de déterminer au niveau de l'ensemble des travailleurs quelles actions précises engager dans l'optique d'Etats généraux du département auxquels participeraient des délégués élus par les travailleurs, à cette occasion.

Cette intervention tranchait avec l'absence de perspectives souvent pesantes dans le rappel de luttes en cours.

Enfin des questions pré-

cises ont été développées : le problème de la syndicalisation des enseignants, celui des cadres, de l'Europe, des Conseils d'ateliers... Nous y revenons par ailleurs.

A propos des foyers en lutte

La direction sortante avait invité devant le Congrès, un résident du foyer de Thiais dans le Val de Marne, pour vanter « l'action des comités de résidents CGT ». A l'entendre, la lutte avec la CGT a permis de faire reculer Stoléro et d'apporter des améliorations... Il n'a rien fait d'autre que de s'approprier abusivement la lutte menée depuis des années par les résidents des foyers qui dans leur écrasante majorité, se sont donnés une organisation démocratiquement élue, pour la lutte.

Pas une seule fois, il n'a parlé du comité de coordination ! Il faut être clair : comment se réclamer de cette lutte quand on refuse de participer à une manifestation qui a regroupé des milliers de travailleurs immigrés et français, il y a juste quelques jours ? Comment se réclamer de cette lutte quand on négocie avec la direction Sonacotra dans le dos des résidents, des accords dont aucun ne veut et qui se résument à des miettes dérisoires ? Non là n'est pas le but recherché. Ce qui est visé par ces comités de résidents CGT, c'est bien tenter de supplanter l'organisation de la lutte, d'en changer les objectifs. Ce qu'attendent les résidents des foyers, ce n'est pas cela ! C'est un soutien réel sur les bases mêmes de la lutte de la part des syndiqués CGT : une participation concrète à la construction de l'unité de la classe ouvrière.

Des préoccupations un peu nouvelles

Lundi et mardi, plusieurs délégués ont mis l'accent sur le fait qu'il n'était pas possible de mobiliser les syndiqués et plus largement les travailleurs sur les seules revendications dans l'entreprise, et qu'il fallait au contraire ouvrir le champ d'intervention de la CGT à tout ce qui fait la vie des travailleurs. « La vie n'est pas coupée en tranches » disaient-ils en demandant qu'une réflexion soit engagée dans ce sens. Bien sûr, il s'agit entre autre de ne pas laisser le champ libre à la seule CFDT dans ce domaine. Mais il devient de plus en plus net que de fait, ces problèmes sont largement ressentis et qu'il convient de les prendre en compte.

Quels conseils d'ateliers ?

Jean-Louis Moynot de la commission exécutive a abordé la question des conseils d'ateliers qui figurent dans les textes du Congrès en insistant sur le fait que la discussion commençait tout juste. Un débat devrait être engagé là-dessus : quel serait leur rôle ? Sur la question du contrôle : quelle possibilité pour les travailleurs, au delà de l'atelier ? Quels seraient leurs rapports avec la hiérarchie, le comité d'entreprise, la planification et, ce qui n'était pas une petite question, avec les syndicats ? Et aussi, quels rapports peut-il y avoir entre les luttes d'aujourd'hui et ces conseils d'ateliers tels qu'on peut les envisager ? Une intervention qui posait les problèmes bien sûr dans le cadre des nationalisations et d'un gouvernement de gauche, mais qui abordait des thèmes nouveaux dans la CGT qui avait donné une position un peu rapide avant les élections pour ne pas se trouver en porte-à-faux vis-à-vis de la CFDT.

«La CGT syndicat de classe»

Un débat qui s'amorce enfin

Plusieurs intervenants dans le débat général ont posé la question de taille du contenu de classe du syndicalisme CGT. Ces interventions ne sont en fait que partie visible d'un iceberg : les tribunes de discussions (de celles de la CGT Calberson ou du Printemps Haüssman par exemple) et plusieurs assemblées syndicales auraient soulevé cette question.

Plusieurs syndicats ont donc abordé la contradiction existant entre deux affirmations confédérales : « La CGT, syndicat de classe » et « une CGT pour tous les salariés... mais pas prononcées d'une seule voix ! Quelques délégués des unions fédérales d'Ingénieurs Cadres et Techniciens (UFCIT) dont celui de l'Essonne, ont l'idée que « les ingénieurs, cadres et agents de maîtrise ont un rôle commun spécifique de mise en œuvre des sciences et des techniques conditionnant le travail des ouvriers ». Ces délégués justifient dans un même temps la hiérarchie, la place « à part » de l'UGICT et l'apport « spécifique » en fait privilégié de ces couches dans la CGT.

Significatif des positions cégétistes connues, et soutenues par exemple avec force par les cadres CGT de Manufrance, ce type d'intervention était rejoint par un plaidoyer de Raphaël Garcia (d'Usinor-Montataire), en faveur d'une organisation corporatiste particulière, celle des employés. S'interrogeant sur « ce que représente un syndicat de classe et la pratique syndicale ouvrière pour les travailleurs qui ne participent pas directement à la production », Garcia en venait à

l'exigence de « structures d'employés » à tous les niveaux. Cela n'est pas passé sans remous !

Un délégué de Berliet devait fort heureusement se faire un instant après l'écho d'une toute autre interrogation... Partant de l'expérience de Berliet (RVI) il dressait un certain bilan du fonctionnement en syndicat de catégorie. Au départ, selon lui il y avait eu un certain consensus sur le fait que « l'activité spécifique dans les différentes catégories ouvriers, employés, techniciens, maîtrise et cadres pouvait être un moyen au service de la démocratie ». Mais il reconnaît qu'aujourd'hui une interrogation se fait sur la base de la pratique et ce malgré la mise en place d'une structure de coordination des différents syndicats Berliet : « Comment convergent ces activités spécifiques » et en quel sens ? Quelle confrontation d'intérêt et quelle résolution des contradictions « au sein d'une même CGT » ? Chagnard témoignait au congrès de problèmes importants subsistant ou même s'accroissant sur le rôle que le patronat fait jouer à la maîtrise et aux cadres, sur le rôle global de la hiérarchie et de l'organisation actuelle du travail. A

coup sûr « il reste beaucoup de problèmes pour aller jusqu'au bout, c'est-à-dire vers une convergence, pour une CGT de classe ».

Mais l'on peut s'interroger bien plus encore lorsque l'on constate que les délégués au 40^e Congrès eux-mêmes sont le reflet de choix non prolétariens : 16 délégués ouvriers pour 17 000 syndiqués et 4 délégués employés et cadres pour 1 600 syndiqués dans les métaux du Rhône, par exemple. Oui, les travailleurs ont besoin d'une CGT démocratique de masse et de classe comme le proclame la banderole du congrès. Mais il faut pour cela que se mène une double bataille : pour une orientation de lutte de classe et pour un contenu prolétarien des organismes de direction et du fonctionnement syndical...

Les interrogations à ce sujet ne suffisent plus, il est grand temps que les questions ouvertes aujourd'hui viennent pleinement sur le tapis et qu'au delà de ce congrès, les syndiqués s'en emparent dans une transformation pour le coup « audacieuse » que la classe ouvrière se réapproprie le syndicalisme et en fasse un outil de son émancipation.

L'Europe en question ?

A en juger par l'intervention faite par Georges Séguy au meeting de rentrée à la Porte de Pantin, le problème de l'Europe était pour ainsi dire tranché : pas question de laisser entrer l'Espagne, le Portugal et la Grèce dans le Marché Commun. Dans son discours d'ouverture au Congrès, le même thème était développé, il ajoutait à l'occasion : « Il n'est pas sans intérêt d'observer à ce propos que les syndicats européens les plus ardents partisans de l'élargissement de la CEE à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal sont en même temps les plus obstinément hostiles à l'élargissement de la CES (Confédération Euro-

péenne des Syndicats) à la CGT de France, aux Commissions Ouvrières d'Espagne et à la CGT du Portugal ».

De toute évidence, certains dirigeants de la CGT espéraient régler la question au cours même du congrès pour avoir une garantie statutaire incontestable au mois de juin, lors des élections européennes. Ce ne sera peut-être pas si simple : s'il est des questions qui n'ont pas été débattues dans la CGT, la position sur l'Europe en est bien une. Et plusieurs délégués partant de ce fait indéniable ont expressément demandé qu'un débat soit engagé dans la CGT largement avant toute

prise de position, après le congrès, un peu comme une mise à l'épreuve de la volonté de démocratie...

Dans ce sens l'intervention de Joannés Galland, de la Commission exécutive, lundi, mérite qu'on s'y arrête. Après un plaidoyer très long contre l'Europe, il ne parle plus que des « réserves sur l'élargissement » et dit « nous affirmons ne pas être contre la construction de l'Europe ni contre l'élargissement, mais... » sans fermer outre mesure le débat, et en mettant surtout l'accent sur la nécessité d'unifier les luttes au niveau européen et sur la demande d'affiliation de la CGT à la CES.

LUTTES OUVRIERES

Chaffoteaux et Maury (St Briec)

GREVE OFFENSIVE DEPUIS 49 JOURS

«Grève totale avec occupation», «Unité ouvriers paysans», «Tous unis, nous vaincrons» ! C'est par ces mots que le jeune délégué CGT au nom de l'intersyndicale clôturait vendredi soir l'intervention faisant le point sur la lutte au cours d'une soirée de soutien dont le vif succès témoigne de la solidarité qui entoure la lutte des Chaffoteaux.

Une lutte qui en est à son 48^e jour et qui depuis le début de la semaine dernière est passée à un degré supérieur puisque la grève est maintenant totale avec occupation jour et nuit.

Ce nouveau durcissement de l'action constitue la riposte cinglante des O.S. au projet patronal de mise en chômage technique des ouvriers de l'atelier «expédition» bloqué par les travailleurs en lutte.

Retraçons brièvement les étapes de cette lutte particulièrement combative menée par la très grande majorité des 2 000 ouvriers de l'usine (la plus grosse du département) qui fabrique des chauffeurs et qui occupe une place confortable sur le marché.

Les revendications sont

les suivantes :

— augmentation de 350 francs par mois (salaire d'un O.S. : 2 160 F) ;

— 13^e mois effectif, 5^e semaine de congés, simplification des qualifications (à l'heure actuelle un O.S. rentrant dans l'entreprise peut se dire qu'il a

recu son bâton de maré-

chal, il n'a aucune chance d'améliorer sa qualification)

La lutte démarre le 12 octobre sous forme de débrayage quotidien (2 heures). La direction qui avait fait savoir qu'elle ne lâcherait rien, finit par accepter de rencontrer les organisations syndicales au bout d'un mois. Elle veut bien lâcher un peu (100 francs au lieu de 350), pour le reste, de vagues promesses, hypothèques sur l'avenir, «en 79 si tout va bien».

Les O.S. en colère répondent en durcissant leur action commencent à intensifier les débrayages qui passent à 4 heures par jour, puis décident de bloquer le magasin ce qui empêche l'autre usine

(Chartres) d'être approvisionnée et de fonctionner. Le patron tente de court-circuiter la lutte en préparant la fermeture du magasin. Les O.S. le dénoncent en décrétant la grève totale et l'occupation.

UNE LUTTE LARGEMENT POPULARISÉE...

Des initiatives intéressantes sont prises au fil de la lutte : ainsi, les ouvriers en lutte ont invité récemment les femmes des grévistes à venir discuter du bien fondé de la lutte, pratique qui aboutit à renforcer la cohésion dans les rangs des travailleurs. Parallèlement, à l'extérieur la solidarité se développe. La lutte est largement popularisée, les chaffoteaux

s'en sont chargés. Ainsi, également, les paysans travailleurs sont venus la semaine dernière faire une vente (à prix coûtants) de leurs produits tout en expliquant leur propre lutte.

Face à tout cela, le patronat local saire les coudes et donne de la voix appuyé par les notabilités réactionnaires du département. Tout ce monde vitupère contre le droit de grève et fait du chantage à l'emploi, sinistre menace dans ce département où l'emploi est particulièrement menacé dans les mois qui viennent (LTT Lannion, AOIP Guingand). Les travailleurs ne se laissent pas intimider et durcissent le mouvement. Ils sont bien conscients cependant qu'un soutien actif sera nécessaire pour l'emporter de manière décisive comme le soulignait un délégué CGT.

...ET TROP COMBATIVE AU GOÛT DU PCF

La municipalité PS dont le soutien s'est fait attendre finit par accorder certaines aides (gratuité des cantines, etc...). Il ne pouvait pas faire moins, les conseils municipaux périphériques ayant accordé certaines subventions substantielles. Quant au PC il brasse beaucoup, les communiqués se succèdent dans la presse locale, mais c'est tout. Il se méfie de cette lutte, de la combativité des travailleurs qu'il a du mal à contrôler. Un peu cela l'arrangerait mais beaucoup cela lui pose des problèmes. Ainsi montre-t-il ses intentions, déclarant par le canal de sa cellule dans l'entreprise : «Il faudrait des négociations rapides pour

éviter le pourrissement de la grève».

Des négociations, les travailleurs en veulent bien, mais pas à n'importe quel prix. Qui parle du pourrissement de la grève ? Alors que la combativité et la détermination des travailleurs en lutte sont intactes. Ce dont les travailleurs ont besoin, c'est d'un soutien actif.

L'UNITE DES TRAVAILLEURS FACE AUX PROVOCATIONS

L'unité c'est leur arme. Dans le département, la lutte des chaffoteaux présente un caractère exemplaire face aux graves menaces sur l'emploi. Le patronat l'a bien compris, sa hargne en dit long. Ces derniers jours, la direction de l'entreprise a multiplié les provocations, cherchant à diviser les travailleurs. Elle a provoqué des incidents qui permettaient de faire intervenir les flics :

— Elle a ressorti la fable des soi-disant contraintes physiques à l'égard des non grévistes.

— Elle a brandi la menace de licenciements.

— Elle a prétendu que le piquet de grève, installé dans la conciergerie portait atteinte à la liberté du travail.

Ces menaces, toutes ces manœuvres sont déjouées par les grévistes qui gardent leur calme, ne se laissant pas intimider.

Les O.S. déterminés et forts d'une grande unité sont bien décidés à l'emporter. La solidarité populaire, soutien actif des travailleurs doit se renforcer.

Correspondant St Briec

9^e Congrès CFDT des Caisses d'épargne

LA POLITIQUE DE RECENTRAGE DE MAIRE CRITIQUÉE

● Du 22 au 24 novembre s'est tenu dans la banlieue de Bordeaux le 9^e Congrès du syndicat Caisse d'Epargne CFDT.

L'intervention d'ouverture axée sur la question du chômage, problème particulièrement grave en Aquitaine, donnait le ton. Ce Congrès se tenait en effet à une date où les effets de la politique menée par le gouvernement se font de plus en plus sentir.

Mais avant d'aborder les problèmes posés par la situation actuelle, les délégués étaient appelés à tirer le bilan des deux années écoulées depuis leur précédent Congrès. Deux faits marquant furent notamment analysés : la grève dans les Caisses d'Epargne Parisienne à la fin de 1976 et les élections législatives.

En ce qui concerne la grève rappelons que les grévistes se heurtaient de front au plan Barre, et qu'ils démontrèrent clairement leur combativité en poursuivant un mouvement qui dura 3 mois. Si le bilan de ce conflit tiré par le Congrès est jugé positif, en ce sens que outre les résultats obtenus, l'audience de ce syndicat a progressé, les critiques vis-à-vis d'Edmond Maire refusant de se rendre à un meeting de soutien n'a pas été apprécié...

Passant à l'analyse des élections législatives, le Congrès a noté que l'échec de l'Union de la gauche était dû avant tout aux partis qui la composaient. Après avoir souligné le rôle de frein des luttes que ceux-ci ont joué, aidé en écho par les confédérations syndicales durant la période pré-électorale («attendez mars 78, vos revendications seront satisfaites...») a été nettement affirmé que les divergences entre partis signataires du Programme commun

étaient dues aux projets de société différents des organisations et non au prétexte des nationalisations.

Face au découragement qui a pu se faire naître chez un certain nombre de travailleurs après l'échec de la gauche, le Congrès a souligné que seule la mobilisation et les luttes permettront d'obtenir la satisfaction des revendications. Et en cela la politique de recentrage de la confédération a été clairement dénoncée. Le Congrès a fortement réaffirmé que seules les luttes sont le moteur de la transformation sociale, qu'il n'y a rien à attendre des négociations à froid.

Ayant ainsi analysé la situation dans son ensemble les congressistes se sont ensuite penchés sur les problèmes plus spécifiques aux employés des caisses d'Epargne. En effet, la crise dans laquelle se débat l'impérialisme français touche aussi ce secteur d'employés jusqu'à présent privilégié. Cela se traduit par

Le rapport d'activité sur le recentrage... (extraits)

La stratégie de la CFDT nous semble dangereuse dans la mesure où elle tente de faire croire aux travailleurs qu'il est possible de faire aboutir certaines revendications par la négociation, sans rapport de force préalable. Qui peut croire vraiment à «l'ouverture sociale» alors que le programme de Blois, présenté par Bau, accentue encore plus le recul, notamment au niveau du chômage !

D'ailleurs 6 mois se sont écoulés depuis les élections et nous en sommes toujours à attendre ces «ouvertures» tant au niveau national, qu'au niveau des Caisses d'Epargne. Les visites de la CFDT à l'Elysée, à Matignon, au CNPF et maintenant dans les branches professionnelles n'ont rien changé. Certes, nous sommes pour et nous réclamons des négociations ; mais elles ne pourront aboutir que si une mobilisation importante se développe chez les travailleurs. Certains secteurs l'ont bien compris : les caisses d'Epargne de Paris dès octobre 76 et plus près de nous au Louvre par exemple. Pour toutes ces raisons, nous n'avons pas voté à travers notre fédération, la déclaration du conseil national d'avril dernier.

une attaque contre les avantages acquis.

Remise en cause du statut dont bénéficient les employés marqué par un refus des patrons depuis 1976 de siéger à la commission paritaire nationale, seule compétente pour modifier son contenu. Les administrateurs cherchent par ce biais à faire signer une convention collective qui leur permettrait de s'entourer de cadres dévoués et surtout de pouvoir se débarrasser des éléments gênants.

Attaqué sur le plan salarial : ainsi certaines pri-

mes ont disparu à cause du plan Barre...

Attaques contre le droit syndical : dans certaines caisses au-delà de l'action à mener pour préserver ces acquis, le Congrès a tracé les axes revendicatifs. Deux points sont notamment mis en avant :

— 35 heures sans perte de salaire et avec embauche correspondante.

— Intégration du temps de transport dans le temps de travail.

Correspondant Bordeaux

● SNCF gare de Lyon (Paris)

grève reconductible des cheminots contre la «réorganisation»

L'ensemble des sections syndicales (CGT-CFDT et autonomes) du dépôt SNCF du Sud-Est (Gare de Lyon) à Paris ont déposé un préavis de grève courant de ce lundi 27 novembre à 0 heure jusqu'au premier janvier 1979.

Dans ce cadre, les cheminots du dépôt de la Gare de Lyon sont partis en grève reconductible de 24 heures depuis lundi.

Quel est l'objectif de ce mouvement que les cheminots ont décidé de reconduire pour 24 heures lors de leur assemblée générale quotidienne, mardi matin ? Les grévistes entendent faire revenir la direction SNCF sur sa décision de «réorganiser le travail». Cette réorganisation appelée «roulements à programme» entraînerait une augmentation de la productivité qui se traduirait entre autres pour les cheminots par une augmentation des heures de travail et donc de la charge d'activités. Conséquences à terme : la suppression de nombreux emplois, le même travail étant fait par un nombre de cheminots moins grand, selon en tout cas la «logique» de la direction.

La grève est bien suivie : le trafic banlieue est pratiquement désert. Le mouvement sur le service «grandes lignes» bien suivi lundi (40 % des trains seulement) s'est encore développé dans la journée de mardi.



En octobre 1976, un million et demi de personnes manifestaient à Pékin pour saluer la victoire politique contre la bande des Quatre

LE DEBAT ACTUEL EN CHINE

Le débat actuellement en cours en République populaire de Chine, la lutte qui s'y mène sont largement présentés par les mass-médias de notre pays comme une entreprise de «démaoïsation». A l'appui de cette thèse, presse et autres moyens de communications diffusent abondamment telle ou telle citation extraite de dazibaos ou d'articles qui paraissent notamment dans le *Renmin Ribao* (*Quotidien du Peuple*), l'organe central du Parti communiste chinois. Il s'agit de présenter par exemple la mise en cause développée aujourd'hui en Chine, de la «théorie du génie», comme une remise en

Citons par exemple un texte particulièrement incriminé par les commentateurs occidentaux, depuis sa parution dans le *Renmin Ribao*, le 30 octobre, intitulé : «La lutte entre la théorie du génie et la thèse marxiste de la pratique», et présenté comme une «preuve» de «démaoïsation» :

«La thèse du génie est le programme théorique commun de Lin piao et de la bande des quatre (...) D'après cette thèse, les génies sont les créateurs de l'histoire. Leur pensée existe isolément, transcende le temps, l'espace et les conditions concrètes ; elle est la vérité finale et éternelle. Elle ne résulte pas de la pratique et n'a pas à subir l'épreuve de la pratique. Bien au contraire, elle est le critère de la vérité et est le juge absolu du vrai et du faux. Cette thèse est tout à fait contraire à la théorie marxiste de la pratique. (...)»

La thèse sur la pratique est le point de vue premier, fondamental de la théorie marxiste de la connaissance. Après avoir publié l'essai du président Mao : «De la pratique», elle s'est propagée largement et a pénétré plus profondément dans les esprits. Si au sein du Parti des gens défendaient la théorie du génie contre celle de la pratique, c'est que soit ils nourrissaient des ambitions personnelles, soit ils n'étudiaient jamais le marxisme et ne comprenaient rien au point de vue que le président Mao avait préconisé de façon répétée. Les faits ont prouvé qu'en pratiquant la théorie idéaliste du génie, Lin Piao avait pour but de

créer sa propre «autorité absolue» et de préparer un courant d'opinion pour réaliser son usurpation du pouvoir du Parti et de l'Etat. Il voulait dire que c'était lui le génie, mais il lui était impossible alors de s'exprimer aussi clairement.

«LE PEUPLE NE S'APPUIE PAS SUR UN A PRIORI»

L'article souligne ensuite :

Le Parti communiste chinois et son dirigeant, le camarade Mao Tsé-toung, jouissent d'un grand prestige parmi le peuple chinois. C'est justement dans la longue lutte révolutionnaire que ce prestige s'est enraciné. Si le peuple soutient ce Parti et apprécie hautement son dirigeant, ce n'est pas parce qu'il s'appuie sur un a priori ou est poussé par un mot d'ordre mais qu'il a observés et connus directement. C'est pourquoi notre Parti et le président Mao jouissent d'un immense prestige parmi le peuple.

Dans ces conditions, Lin Piao dut recourir à un stratagème méprisable : il qualifia les leaders du prolétariat de «génies» et la pensée Mao Tsé-toung de «sommets». Si vous osiez vous opposer à la théorie du génie, vous étiez hostiles au président Mao et à sa pensée, si vous acceptiez cette théorie, vous deviez reconnaître que seul Lin Piao «portait haut levé» le drapeau rouge. C'est ainsi que son but de parer sa personne des traits du génie aurait abouti. Sa tactique revenait à se draper dans une grande

question des acquis de la révolution chinoise, elle même, de la Révolution culturelle, du maoïsme.

Mais en réalité, dans ce cas, n'est-ce pas une conception idéaliste du marxisme-léninisme, propagée par Lin Piao puis par la bande des quatre, qui est visée par la critique ? Une conception qui, notamment, en réduisant la théorie révolutionnaire à une série de dogmes, la dénature et empêche en fin de compte sa nécessaire appropriation par les masses, pour la poursuite de la lutte révolutionnaire, la poursuite de l'édification du socialisme ?

bannière comme dans une peau de tigre pour intimider autrui. Déjà au début de la Grande Révolution Culturelle, il avait agi ainsi. (...) Après que Lin Piao mourut en 1971 dans un accident d'avion, fallait-il entamer cette lutte (contre la théorie du génie). Mais non ! La bande des quatre contrôlait la direction de la propagande et les mass médias ; le mouvement de critique contre la théorie du génie fut réprimé continuellement. Pourquoi la bande des Quatre ne critiqua-t-elle pas la théorie du génie ? La raison en est très simple : un même système idéologique liait Lin Piao et les Quatre (...)

La nature des problèmes posés, l'examen à nouveau du rôle de Lin Piao, les relations établies entre ses conceptions et celles de la bande des Quatre, point sur lequel nous reviendrons, soulignent l'importance du débat qui se mène à l'heure actuelle en Chine. Les critiques développées dans nombre d'articles, de dazibaos, semblent pour une part s'inscrire dans un mouvement d'approfondissement de la critique des Quatre, engagée dès l'automne 1976, et correspondre à une nouvelle phase de cette critique.

UNE NOUVELLE PHASE

Dans une première phase, la critique, engagée sous la direction du Parti communiste chinois, a touché surtout certains aspects politiques, certaines conséquences pratiques pour l'édification de la Chine, des positions des Quatre. C'est notamment leur conception concernant le rapport, sous le socialisme,

entre la poursuite de la révolution et le développement de la production, leur conception séparant mécaniquement les deux, niant l'importance du développement des forces productives dans la consolidation du socialisme, ceci sous prétexte de privilégier la révolution, c'est cette conception qui a été largement critiquée. Ainsi que ses diverses conséquences, telles que l'entrave à l'amélioration des conditions de vie et de travail des masses, la méfiance suscitée entre gens du peuple, craignant d'être taxés de révisionnistes, dès lors qu'ils montraient leur intérêt pour la production des biens matériels.

Au sein du débat actuel, le problème est posé de définir les racines mêmes des erreurs des Quatre, leurs fondements idéologiques et théoriques. Le problème est posé de mettre à jour le degré de confusion, de falsification du marxisme, que les Quatre ont apporté, non seulement pour tout ce qui concerne les rapports entre révolution et production, entre superstructure et base économique, mais aussi entre connaissance et pratique, entre dirigeants et masses. Il est à noter que ces problèmes sont posés en même temps que la publication, depuis des mois déjà, par le PCC, d'importants discours ou rapports de Mao Tsé-toung, traitant notamment des contradictions sous le socialisme et des méthodes de leur résolution, des principes devant régir le fonctionnement d'un parti communiste, son rapport aux masses, l'élaboration de sa ligne politique. (à suivre)

● Art et vie quotidienne en Chine

DIMANCHE 3 DECEMBRE DE 15 h A 18 h
Salle St Bruno, rue St Bruno (Paris 18^e).

- Projection d'un film réalisé cet été par F. Chrétien (Durée 1 h 30)
- Débat
- Stands. Bar (Thé)
- Entrée 5 F

● L'Europe de la pêche au point mort

A une semaine du prochain Conseil européen, les propositions britanniques concernant la pêche semblent inconciliables avec les positions défendues par les autres pays du Marché commun. Les Britanniques veulent en effet appliquer la règle des 200 milles strictement autour de la Grande-Bretagne, alors que les Français se réclament de «droits historiques» sur les zones de pêche revendiquées par la Grande-Bretagne. Des propositions tentant de concilier les différents points de vue ont été élaborées par une commission de la CEE. Elles ont été rejetées par la Grande-Bretagne. Cette situation bloque tout un aspect de l'intégration européenne, en même temps qu'elle pose des problèmes aux activités de pêche dans chaque pays, dans la mesure où elle empêche toute prévision ou planification dans ce domaine.

● La CEE subventionne la création d'emplois pour les jeunes

Des fonds importants (près de 400 millions de francs) viennent d'être débloqués par le Conseil des ministres de la Communauté européenne pour soutenir la création d'emplois chez les jeunes.

Le principe de ce soutien est le suivant : sur présentation d'un dossier, certaines entreprises pourront bénéficier d'une aide, partagée entre la CEE et les gouvernements nationaux, s'ils embauchent des jeunes de moins de 25 ans. Ces aides pourront atteindre jusqu'à 170 F par personne et par semaine pour une durée d'un an. La principale condition fixée est que l'emploi créé doit être stable, et formateur. A Paris, un texte devra être prochainement adopté par le Parlement portant sur la création de 5 000 emplois de ce type, «à titre expérimental».

5 000 emplois nouveaux pour 1 500 000 chômeurs... Plus grave, le prochain Conseil des ministres de la CEE examinera un projet de contrôle en commun de l'immigration dite clandestine.

● Debatisse candidat de l'UDF aux élections européennes

Michel Debatisse président de la FNSEA, président du conseil économique et social de la région Auvergne, président des GIR (groupe initiative et responsabilité) a été reçu mardi après midi par Giscard. A l'ordre du jour, les questions agricoles bien sûr, mais surtout le rôle que Debatisse pourrait jouer dans l'élection du Parlement européen. Debatisse ne cache pas son désir de figurer parmi les candidats. Le 20 novembre dernier, les GIR faisaient savoir que «les catégories socio-professionnelles qui composent les GIR ne peuvent se contenter d'une place de spectateurs à l'occasion des élections européennes». Il semble bien que pour éviter la présence d'une liste des GIR — concurrente à celle de la majorité — Giscard ait fait des offres précises à Debatisse. Celui-ci pourrait être une des deux ou trois têtes de listes de l'UDF. Ce qui expliquerait après coup, sa présence très remarquée aux journées de l'UDF en septembre dernier.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

NOUVELLES DE RFA

Lutte dans la sidérurgie

Mardi, 28 novembre d'abord 37 000 sur les 230 000 travailleurs de la sidérurgie de Nordrhein-Westfalen, Brême et Osnabrück où actuellement se déroulent les négociations pour un nouveau contrat tarifaire, entrent en grève pour leurs revendications : hausse des salaires, réduction du temps de travail. Jeudi, ils étaient près de 90 %, parmi les travailleurs syndiqués dans l'IG Metall, à voter la grève ; pour les sidérurgistes de la région, ce sera la première depuis 50 ans.

Produire davantage avec un effectif de plus en plus réduit c'est ainsi que les capitalistes de la sidérurgie entendent maintenir leur profits et leur compétitivité. Entre 1974 et 1978, 41 000 emplois ont été supprimés dans la sidérurgie ouest-allemande ; en Nordrhein-Westfalen, les patrons licencient mois par mois 1 000 ouvriers. Alors que la production se concentre de plus en plus sur les installations les plus modernes, les usines «vieilles» sont fermées. Licenciements pour les uns, intensification du travail pour les autres : entre 1973 et 1976, le chiffre d'affaires par travailleur a augmenté de 21,4 %.

Dans cette situation, la proposition patronale dans ces négociations tarifaires fait figure de provocation : 2,1 % d'augmentation salariale, 2 journées de congé annuel de plus. C'est avec cette dernière «proposition» notamment que les patrons de la sidérurgie entendent contrecarrer la revendication principale des travailleurs : l'introduction de la semaine de travail de 35 heures sans baisse de salaire, revendication qui unit aujourd'hui largement les ouvriers ouest-allemands et qui a été imposée aux directions syndicales lors des derniers congrès.

«L'économie allemande ne pourrait digérer une réduction du temps de travail hebdomadaire», vient de déclarer le porte-parole des patrons dans ces négociations tarifaires, F.J. Weisweiler. Et les patrons entendent prendre une position d'autant plus intransigeante qu'une victoire des travailleurs dans la question de la semaine de 35 heures dépasserait de loin le cadre des négociations tarifaires dans la sidérurgie et aurait une importance de premier ordre pour les luttes à venir.

Les travailleurs auront donc à faire preuve de beaucoup de détermination dans cette lutte et ceci tant à l'égard du patronat qu'à l'égard de leurs directions syndicales. L'IG Metall, en effet, a mis, avant même le début de la grève, d'importants freins à cette lutte : en revendiquant 5 % d'augmentation salariale au lieu des 7 à 10 % exigés par de nombreuses sections d'entreprises ; en manœuvrant dans la question des 35 heures où elle demande, contrairement au vote des syndiqués, «l'avancée vers les 35 heures» et non son instauration immédiate.

Anne RHEIN

ANTENNE 2 REHABILITE NIXON

La télévision française s'est livrée mardi soir à une véritable réhabilitation de l'ancien président des Etats-Unis, qui démissionna de ses fonctions en 1974, à la suite de sa culpabilité reconnue dans le scandale du Watergate.

D'entrée de jeu, le film présenté dans la première partie des *Dossiers de l'Écran* donnait le ton d'une opération publicitaire visant à «donner une nouvelle virginité» à celui qui fut le bourreau des peuples d'Indochine.

Ce film visant à retracer «la carrière» du président déchu, s'est évertué à présenter Nixon comme le représentant des couches défavorisées de la société américaine (c'est un fils de garagiste nous rappelle-t-on). D'après le commentateur «Nixon le mal-aimé» aurait été la victime de la bourgeoisie américaine de vieille souche, représentée par l'establishment de Washington et les libéraux. Ceux-ci auraient provoqué le complot du Watergate, qui entraîna sa chute. N'est-ce pas la thèse développée par Nixon dans son livre lorsqu'il déclare avoir été la victime d'un «attentat», thèse qu'il a réfutée lui-même dans l'émission en reconnaissant qu'il avait commis «des fautes graves» et qu'il en assumait la responsabilité, montrant ainsi qu'il n'en est pas à une contradiction près.

Le film se terminait par cette phrase : «Sa culpabilité n'a jamais été prouvée», affirmation d'autant plus fautive que l'enquête commençait à peine à atteindre le président, après l'inculpation de ses collaborateurs, que ce dernier s'empressait de donner sa démission, geste rendu inévitable sachant qu'il serait démis de ses fonctions.

MÉPRIS POUR LES PEUPLES

C'est donc un Nixon

blanchi qu'on a voulu nous montrer mardi soir sur Antenne 2. Le débat fut à l'image du film, une tentative de sauvetage de l'image de marque de l'ancien président. D'entrée de jeu, ce vieux routier de la politique américaine annonce la couleur : «J'étais anticommuniste, je le suis toujours» propos qui seront confirmés tout au cours de la soirée, lorsqu'il déclarera notamment à propos de la guerre en Indochine : «Nous voulions donner à ces peuples la possibilité de choisir leur voie», «à l'époque au Sud-Vietnam, il y avait encore un peu de liberté de la presse, maintenant il n'y en a plus». Ou encore à propos du Chili : «Allende déclarait ne pas être communiste, mais il n'y avait pas de liberté sous son régime».

Pendant toute l'émission Nixon devait afficher un profond mépris pour les peuples : à propos du Vietnam du temps de l'impérialisme français : «Hanoi était une merveilleuse ville coloniale française» et également sur le peuple palestinien : «Les Palestiniens n'ont jamais été chassés d'Israël, ils sont partis de leur plein gré».

LE BOURREAU DU VIETNAM

Répondant à une question sur le rôle de la CIA et sa responsabilité person-



Nixon, le responsable des bombardements sur le Vietnam en 1972

nelle dans la chute du Président Allende au Chili, Nixon reconnaît que depuis 1962 les Services secrets américains finançaient les candidats anticommunistes au Chili, et que lui-même approuvait cette mesure. Quant à la responsabilité américaine dans le coup d'Etat, il la nie tout en la justifiant par le rapprochement entre le Chili et Cuba à l'époque.

A un téléspectateur qui lui demandait si son sommeil «n'était pas troublé par les milliers de victimes des bombardements américains au Vietnam» Nixon répond qu'il n'a pas été le premier président des Etats-Unis à s'engager au Vietnam, rejetant ainsi la responsabilité sur Kennedy qui l'avait précédé. Ce qu'il oublie de dire à ce propos, c'est qu'en 1972, en pleine négociation avec les représentants du G.R.P. vietnamien, il décidait de reprendre les bombardements sur le Nord pour faire pression sur les combattants.

HOMMAGE A CARTER

Nixon a rendu hommage à la politique du président Carter, en particulier sur les accords de Camp David, dont il accorde la paternité à Kissinger et à sa «politique des petits pas». Il ne cache pas son admiration pour l'ancien secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, qui fut un de ses plus fidèles collaborateurs.

A propos de la «détente» l'ancien président l'a présentée comme une alternative à «la confrontation entre les deux superpuissances» sur la base de l'équilibre du rapport de force entre les USA et l'URSS, qui implique que si les USA prennent du retard sur l'armement soviétique, ce déséquilibre peut provoquer la guerre.

Les trois principes de la politique de Nixon au Moyen-Orient ont été comme il l'indique «L'URSS ne doit pas pénétrer au Moyen-Orient, Israël doit être en position de force pour dissuader les pays

arabes de l'attaquer, Sadate doit rester au pouvoir, car c'est le leader arabe le plus modéré». Ce qui lui fait dire également : «Nous avons eu raison en 1973 de sauver Israël».

Nixon devait rendre un vibrant hommage à Giscard pour son «intervention courageuse au Zaïre, au Tchad et au Sahara» ; «Nous avons besoin de l'influence française» devait-il ajouter. A propos de la Chine, Nixon devait notamment déclarer : «Tant que l'URSS ne réduira pas les forces militaires à la frontière chinoise, il faut aider les Chinois à constituer leur défense.»

LA ROUMANIE SERAIT SACRIFIÉE COMME LA TCHÉCOSLOVAQUIE

Interrogé sur le rappel des six ambassadeurs des pays de l'Est, en poste à Bucarest, l'ancien président des Etats-Unis a souligné que la Roumanie a une politique étrangère indépendante, mais il a clairement pris ses distances en indiquant que «Ceausescu ne doit pas aller trop loin» avec l'URSS, rappelant le précédent tchécoslovaque, laissant clairement entendre que la Roumanie ne doit pas s'attendre à un quelconque geste des USA en leur faveur.

Autrement dit la Roumanie sera sacrifiée comme la Tchécoslovaquie en 1968, ce qui confirme le partage des zones d'influence entre les deux superpuissances. Anticommunisme, mépris des peuples, ont été affichés pendant toute l'émission par celui qui reste un représentant de l'impérialisme US, même si converti aux idées de Carter visant à masquer la même politique, il prétendait que les Américains «n'ont plus envie d'être les gendarmes du monde». Heureusement plusieurs voix de téléspectateurs se sont exprimées ce soir-là pour dénoncer ce scandale de voir «réhabiliter Nixon» et trouver «intolérable d'entendre ces paroles.»

Frank ROUSSEL

En bref...En bref...En bref...En bref...

● Iran : nouvelles grèves dans le secteur du pétrole

La raffinerie de Téhéran a décidé mardi une grève en coordination avec celle commencée dimanche à la raffinerie de Chiraz. A l'approche du 2 décembre qui marquera la fin du deuil du «vendredi noir» les incidents opposant armée et manifestants sont nombreux.

Par ailleurs, les employés de la Banque centrale de Téhéran en grève ont révélé que les plus hautes personnalités iraniennes avaient transféré plus de 8 milliards de francs à l'étranger avant l'interdiction du transfert de fonds. Les deux fils de la princesse Ashraf, sœur du Chah, ont exporté 450 millions de francs, la nièce du Chah 160 millions, Houshang Ansari 250 millions. Ministres, généraux, responsables économiques ont participé à cette évasion de capitaux sans équivalent.

MORT D'UNE GRANDE FIGURE DU CHAABI

Dans la nuit du 23 novembre est mort à Alger, à l'âge de 71 ans le Cheikh Hadj M'Hamed El Anka : c'était une des grandes figures de la chanson Chaabi

(chanson populaire). Le Chaabi a symbolisé la résistance de la culture algérienne au colonialisme. El Anka a beaucoup contribué à son extension. Le Chaabi est devenu aujourd'hui l'expression musicale du peuple algérien.

● Jones et sa secte ont les honneurs de la Pravda

L'éditorial de la *Pravda* analysait de son côté la tuerie de Jonestown. «Le drame de Guyana est une illustration du sort tragique de dissidents américains qui n'ont pu trouver leur place aux Etats-Unis mais dans un autre pays». Il affirme que la secte était l'objet de «persécutions et de répressions» de la part des Etats-Unis. Il écrit en outre que les membres de la secte «voudraient éduquer leurs enfants dans l'esprit d'égalité et de justice». C'est désormais bien établi que l'exactitude des faits est un souci ignoré par la presse soviétique. Les amis de Jones, ceux qui l'ont aidé ne méritent-ils pas toute les sollicitudes de la *Pravda* ? En toute justice, le journal moscovite devrait féliciter Carter et Madame, Mondale et bien d'autres pour avoir permis à la secte de s'épanouir jusqu'à son apothéose sinistre.

Alors que les premiers éléments recueillis après le massacre des adeptes de la secte du Temple du Peuple compromettent sérieusement quelques personnalités du Parti démocrate américain, certains rescapés font allusion ou affirment que des ordres avaient été donnés pour transférer des fonds à l'Ambassade soviétique du Guyana, pays où était implantée la secte. Ces mêmes rescapés affirment qu'une malette contenant 500 000 dollars était en voie de transfert au moment du «suicide collectif». La valise et son contenu n'ont pas été retrouvés...



VIE ET HABITAT, TERRAINS DE LUTTES

Il s'en construit chaque année de moins en moins,
leurs loyers vont augmenter en 79 de 30 à 40 %

VERS LA SUPPRESSION DES HLM

Nicolas GUILLOT

Un avenir sombre

Lors du dernier congrès HLM, à Strasbourg, en juin dernier, le secrétaire d'État au Logement, Marcel Cavallé, après avoir solennellement affirmé que le Mouvement HLM était « d'un des instruments essentiels de la politique sociale de la Nation », précisait ainsi la conception gouvernementale d'une politique sociale : « Après une longue période de contrôle des loyers, les organismes HLM souhaitent légitimement recouvrer leur autonomie dans le cadre normal. C'est pourquoi le Gouvernement n'envisage pas la reconduction du dispositif de contrôle qui vient à échéance le 1^{er} juillet 1978. Il leur appartiendra donc de déterminer, en toute autonomie et dans le cadre des règles de droit commun, les adaptations tarifaires nécessaires pour assurer leur équilibre financier. »

On ne peut être plus clair, surtout que, dans le même temps, le gouvernement a l'intention de supprimer le système de prêts à faible intérêt et longue durée, la fameuse « aide à la pierre », qui permettrait aux organismes HLM de construire des logements aux loyers modérés, comme ils disent. En français, cela veut dire : les loyers HLM seront les mêmes que ceux des autres logements, c'est-à-dire la disparition, à bref délai, du Mouvement HLM dans ce qui le distinguait d'un autre promoteur immobilier.

Inquiet tout de suite des conséquences qu'aurait une telle hausse des loyers si elle était appliquée de façon brutale, le gouvernement a préféré en reculer l'application, d'abord au 1^{er} janvier 1979, puis au 1^{er} juillet 1979. Et la semaine dernière, en faisant adopter la loi sur la libération des loyers « libres », il clamait bien haut qu'elle ne s'appliquerait pas aux HLM. Mais le projet gouvernemental reste le même. C'est aussi, au moins en ce qui concerne la libération des loyers, l'espoir des responsables HLM qui y voient la possibilité d'augmenter leurs ressources de façon non négligeable. On comprend qu'aujourd'hui, gouvernement et HLM ont un souci commun : faire le moins de remue-ménage possible sur ce projet.

Pour les travailleurs, ce déblocage des loyers HLM, rajouté aux autres déblocages de prix qui auront lieu courant 1979, signifie une perte importante de pouvoir d'achat qu'il ne leur est pas possible de laisser passer.

Permanence téléphonique
Logement - Cadre de vie
le Mardi de 18 h à 20 h
au Quotidien : 636 73 76

Les bénéficiaires des HLM dans les poches des promoteurs privés

Parmi les mythes savamment entretenus, il y a celui du soi-disant non lucratif des organismes HLM.

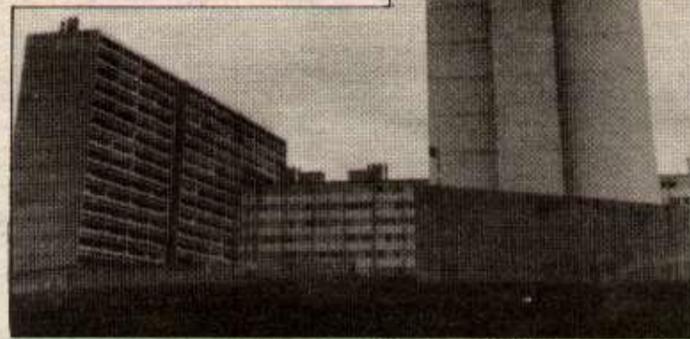
Les « offices HLM » sont officiellement tenus d'équilibrer leur budget, sans bénéfice. Logiquement, cela veut dire, que les rentrées de loyers et de charges doivent équilibrer le remboursement des prêts, les frais d'entretien d'immeuble et les frais de fonctionnement et de salaire des organismes ; mais il y a divers moyens de truquer un budget. Le plus fréquent, ouvertement pratiqué et encouragé par le pouvoir, est ce qu'ils appellent « l'auto-financement sur le patrimoine existant ». L'équilibre est à peu près réalisé pour les loyers de logements neufs, mais plus le logement est vieux, plus l'équilibre devient bénéficiaire, sans parler des vieux immeubles, amortis depuis longtemps et pour lesquels on demande un loyer parfois important. Certains offices se constituent de la sorte, sur le dos des locataires, un important fond de réserve. Les locataires des logements anciens financent ainsi une partie non négligeable des logements neufs.

Quant aux « sociétés HLM », sociétés anonymes, ou coopératives qui bénéficient des mêmes avantages financiers que les offices et gèrent près de la moitié du parc HLM, pour elles, la chose est encore plus claire. Leurs statuts prévoient, noir sur blanc, des bénéfices (dans la limite de 6 % du capital), qui peuvent être redistribués entre les actionnaires. Or, qui sont ces actionnaires ? Des collectivités locales, municipalités ou conseils généraux, mais aussi très souvent des entreprises privées qui se réservent ainsi des logements à bon marché, des banques ou même des promoteurs privés qui trouvent ainsi le moyen de réaliser, au moindre frais, leurs opérations immobilières les moins juteuses. C'est ainsi que la banque Paribas contrôle, entre autres, dans le secteur privé la Cogedim, et dans le secteur HLM, le F.F.F. C'est ainsi que Boissier, président de la F.N.P.C. (Fédération Nationale des Promoteurs Constructeurs, - privés -) profite alternativement de sa casquette privée de PDG de la S.L.C., une des plus grosses sociétés immobilières privées de la région lyonnaise, ou de sa casquette « publique » de président de la société HLM « Rhône Saône ». Ou inversement, Richard, président de la très officielle fédération des sociétés d'HLM, qui est à la fois PDG de la société immobilière privée S.A.I.N.E. et directeur de la société d'HLM « L'Effort rémois ». Comme on le voit, la frontière entre promoteurs privés et promoteurs HLM dit « publics » n'est pas très nette, et ce sont les loyers des locataires HLM qui

fournissent les dividendes de ces messieurs.

Enfin, on ne saurait manquer de rappeler quel intéressant gâteau représentent les organismes HLM pour tout un tas de politiciens de tout bord. Quel est l'élu un tant soit peu influent qui n'émarge pas sur la liste des appointements d'un quelconque organisme HLM local. PS et PC sont des experts en la matière. Sans parler des pots-de-vin, enveloppes, cadeaux, voyages... qui accompagnent inmanquablement l'attribution par un organisme HLM à une quelconque entreprise du moindre marché, ravèlement, entretien, chauffage...

C'est sans trop de surprise, par exemple, qu'on vit un beau matin tous les responsables de tel organisme HLM du Sud-Est vêtus du même magnifique pardessus de la plus belle coupe ! Le soi-disant but non lucratif ne l'est pas pour tout le monde !



Des logements interdits aux plus pauvres

Le mouvement HLM joue un rôle social irremplaçable disent-ils. Qu'en est-il en réalité ?

Certes, le mode de financement HLM permet de fournir des logements à des loyers nettement inférieurs à ceux du secteur libre. Par exemple, le loyer et les charges d'un F 4 en région parisienne tournent autour des 900 F par mois ; dans le secteur libre, ils se situent plutôt au-dessus de 1 500 F. Mais cet avantage, qui semble favoriser les familles populaires, est largement réduit par le fonctionnement même du secteur HLM.

Nous avons déjà plusieurs fois dénoncé la quantité notoirement insuffisante du nombre de logements HLM. Pour ne parler que du secteur HLM en location, il n'y en a que 2 335 000 : c'est ridicule comparé aux 18 millions de familles vivant en France.

Au moins pourrait-on penser que ce petit nombre de logements serait réservé aux familles les plus défavorisées, et là, on est loin du compte. De l'aveu

même des responsables du ministère, 15 % des Français ne peuvent accéder à un logement HLM. Et, comble de l'hypocrisie, ce sont les organismes HLM eux-mêmes, qui se plaignent de ne pouvoir jouer à fond leur rôle social, et qui refoulent les familles aux revenus les plus modestes, en exigeant un minimum de ressource. Ce minimum est de l'ordre de 4 fois le loyer à Marseille, et parfois plus de 6 fois dans certains organismes de la région parisienne... Les propriétaires privés n'en demandent pas toujours autant ! Evidemment, ces chiffres sont rarement avoués.

De même qu'il y a un minimum de ressource, il y a un maximum de ressource pour avoir droit aux HLM, officiel celui-là... mais jamais respecté. Tout au plus ceux qui dépassent ce plafond de plus de 20 % payent-ils un surloyer. Du reste, les responsables HLM ne se cachent pas pour dire que les locataires qui les intéressent le plus (c'est-à-dire, dans leur es-

ELECTIONS

Actuellement se déroulent les élections des représentants des locataires au sein des Conseils d'administration des Offices HLM. La participation à ces Conseils de représentants élus des locataires avait été supprimée en 1963. Aujourd'hui, clamant partout son désir de « participation », le pouvoir revient sur cette décision : les premières élections ont lieu cette année.

De nombreuses restrictions sont apportées par la loi à cette représentation. Seuls peuvent être élus les locataires français ; Or, dans certaines cités, les familles immigrées représentent une part importante des locataires, une fois de plus, on ne leur reconnaît pas les mêmes droits qu'aux travailleurs français. Seuls également, peuvent être élus ceux qui payent régulièrement leur loyer ; et on sait que cela devient de plus en plus difficile : les retards de un ou deux mois sont souvent la règle. Voilà qui favorise ceux qui ont les revenus les plus élevés, donc les moyens de payer régulièrement, et exclut systématiquement les locataires les plus combattifs qui mènent des grèves de loyer.

Une fois élus, ces représentants des locataires seront ultra-minoritaires au sein des Conseils, qui comportent 6 membres nommés par le Préfet (10 pour les offices départementaux), 6 représentants élus des collectivités locales, un représentant des Allocations familiales, un de la Caisse d'épargne, dans certains offices (O.P.A.C.) un représentant des patrons (Chambre de Commerce). Face à tout ce beau monde, 2 représentants des locataires ! Voilà la « participation » à la Giscard.

Enfin, il faut parler des nombreux logements financés avec les avantages des prêts HLM et dont il y a lieu de douter du rôle social. Les ILN (immeubles à loyer normal), réservés aux fonctionnaires et cadres moyens et pour lesquels aucun plafond de ressource n'est exigé. Ou encore les « accessions à la propriété » de plus en plus nombreuses (31 % du parc HLM).

Déjà aujourd'hui, les principaux bénéficiaires des HLM ne sont donc pas les travailleurs les plus défavorisés. Pour eux, il n'y a rien de prévu. Et les mesures prises, réduction de la construction de HLM, augmentation des loyers ne vont qu'aggraver cette situation.

Après le refus de Ceaucescu de soutenir l'effort de guerre soviétique

BREJNEV MENACE LA ROUMANIE

Le Pacte de Varsovie a déjà, une fois, franchi le pas en passant aux actes contre la Tchécoslovaquie en 1968 malgré l'opposition consécutive du gouvernement roumain qui, déjà, avait refusé qu'un seul soldat roumain participe à l'agression. Depuis, l'armée roumaine ne participe plus aux manœuvres de l'alliance, manœuvres organisées dans le cadre de la théorie dite de «souveraineté limitée» par laquelle Brejnev s'autorisait de droit à intervenir dans tout pays où «le socialisme est menacé».

C'est bien à cette menace d'intervention militaire que la Roumanie est aujourd'hui à nouveau exposée, après l'avoir été une première fois lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie.

Le président roumain Ceaucescu a indiqué clairement les raisons pour lesquelles l'URSS s'en prenait violemment à la Roumanie. A l'issue de la dernière réunion au sommet du Pacte de Varsovie, il rencontrait les représentants des entreprises de Bucarest, des milieux scientifiques, littéraires, de l'éducation, des jeunes et des paysans et leur rapportait ce qui s'était passé à la réunion de Moscou, les

raisons pour lesquelles il avait rejeté les propositions soviétiques. Il y indiquait qu'il refusait que son pays participe à la course aux armements dans le cadre du Pacte de Varsovie, que l'accroissement demandé des efforts militaires était «injustifiable», qu'aucun danger imminent ne menaçait les membres du Pacte. En même temps, il refusait tout abandon de souveraineté qui laisserait à l'URSS la possibilité d'utiliser à sa guise les forces armées roumaines. «Nous n'avons jamais remis et ne remettrons jamais à personne le droit de décider de la participation de l'armée roumaine à une opération militaire donnée». Outre que ce souci d'indépendance sapait la volonté de Moscou d'intégrer plus étroitement sous sa férule les forces du Pacte de Varsovie, il venait contrecarrer le désir du Kremlin de contraindre les pays membres à participer plus étroitement à ses aventures militaires dans le monde.

Ainsi Ceaucescu a refusé de participer à l'effort de guerre du Kremlin, de participer à ses menées agressives dans le monde, de lui permettre d'accroître son emprise sur l'Europe de l'Est. C'est pourquoi le sommet du Pacte de Var-

sovie n'a aucun des résultats escomptés par Moscou. C'est pourquoi le Kremlin menace aujourd'hui la Roumanie de représailles.

d'hui la Roumanie de représailles.

G. CARRAT

DECLARATION DE CEAUCESCU AUX REPRESENTANTS DES ORGANISMES DE MASSE

La Roumanie «n'a pas remis et ne remettra jamais à quiconque le droit de décider si les forces armées roumaines doivent prendre part à une opération militaire donnée.»

«Dans la déclaration que j'ai faite à la Conférence, j'ai affirmé que la Roumanie s'opposait à la décision de l'organisation du traité de l'Atlantique Nord sur l'accroissement considérable des dépenses militaires. Je considère comme nécessaire d'appeler les pays de ce bloc à revenir sur cette décision et à prendre le chemin de la réduction des armements et des dépenses militaires, plutôt que celui de la course aux armements.

Dans le même esprit, nous préconisons fermement que les pays du Pacte de Varsovie ne s'engagent pas dans la course suivie par l'OTAN, mais au contraire qu'ils agissent résolument en vue de réduire les armements et

les dépenses militaires. (...)

«Nous sommes convaincus qu'il n'y a pas de danger de guerre dans l'immédiat et que des «mesures exceptionnelles» ne s'imposent pas. (...)

«Nous considérons — et je l'ai dit également à Moscou — que suivre la course à l'accroissement des dépenses militaires et des armements serait une grave erreur, parce que cela amènerait d'énormes difficultés à notre pays. Nous nous sommes fermement opposés et nous nous opposons toujours à n'importe quel accroissement injustifiable des dépenses militaires.»

Parlant des devoirs de la Roumanie envers le traité, Ceaucescu a dit : «Il est clairement stipulé dans les statuts du Pacte de Varsovie que chaque pays participera aux activités du Pacte en fonction de ses forces et selon les stipulations et les décisions prises par le pays lui-même. Par conséquent, nous n'avons jamais remis et ne remettrons jamais à personne le droit de décider de la participation de l'armée roumaine à une opération militaire donnée. Ce pouvoir n'appartient qu'au parlement au peuple, au parti et aux organismes d'Etat de la Roumanie.»

● Chooz (Ardennes) : Le conseil municipal contre une nouvelle centrale nucléaire

Depuis quelques temps circulaient, dans la région de Chooz, des rumeurs faisant état de l'implantation d'une nouvelle centrale nucléaire. EDF laissait dire, sans démentir, puis, par l'entremise du préfet, faisait savoir que ces bruits étaient fondés, et qu'effectivement était prévue une nouvelle centrale nucléaire sur le territoire de la commune. En effet, une centrale nucléaire existe déjà à Chooz, la première à avoir été implantée en France, avec une puissance de 350 mégawatts.

Le Conseil municipal a prononcé un avis défavorable contre le projet, qui risquerait de bouleverser le village actuel par une importante main d'œuvre extérieure pendant la durée des travaux (environ 8 ans) mais aussi la campagne environnante en supprimant une part importante de la surface cultivable et par l'érection de tours de 150 mètres de haut nécessaires au refroidissement de la centrale qui pourrait compter deux tranches de 1 400 mégawatts. Le miroir aux alouettes que constituait la création d'emploi n'a pas non plus été retenu par le Conseil municipal...

● Vitry (Val de Marne) : des flics rossés : retour de manivelle...

Dimanche soir à Vitry-sur-Seine (Val de Marne) quatre flics en patrouille sont intrigués par une voiture stoppée tous feux allumés, portes grandes ouvertes. Ils examinent la chose vraiment troublante, lorsque le propriétaire de la voiture sort d'un café voisin, accompagné de trois autres jeunes. Les flics avisent, et demandent leurs pièces d'identité aux jeunes. Ces derniers refusent, persistent. Le ton monte, on en vient aux mains, les jeunes sont aidés par des curieux attirés par le bruit et les éclats de voix. Les flics sont blessés et il leur faudra faire appel à d'importants renforts (cinq véhicules) pour rétablir le «calme» et procéder à l'arrestation des quatre jeunes.

● 30 000 emplois de moins à Paris chaque année

Le Conseil de Paris, en l'absence de son maire hospitalisé, a étudié et adopté le «plan Chirac» de réindustrialisation de la capitale.

Les données du problème sont simples : entre 1962 et 1977, Paris a perdu 466 000 emplois. Il en perd actuellement 30 000 par an. Le plan de Chirac est le suivant : tenter de supprimer les taxes qui pénalisent actuellement l'implantation d'artisanat dans la capitale ; affecter plusieurs zones à l'implantation de ces sources d'emploi ; créer une zone portuaire dans le secteur de Tolbiac ; réexaminer le plan de sauvetage du Marais pour y sauvegarder les 10 000 emplois artisanaux qu'il comporte encore. On le voit, ce plan de «réindustrialisation» est essentiellement axé sur l'emploi. Il existe cependant des petites entreprises dans Paris. Celles-ci licencient bien souvent, sans que la municipalité n'intervienne en rien.

● Les difficultés de Rouge

Dans son édition de mercredi, le journal de la LCR Rouge écrit, en demandant de réunir 116 332 F en 3 jours :

«Cette fin de mois est probablement la pire que nous ayons connue. Sans un effort exceptionnel de tous les militants et militantes et de tous les lecteurs et lectrices, nous risquons d'être totalement paralysés dans les jours qui viennent. Dès lors ça ne sera plus Rouge quotidien ou hebdomadaire qui sera mis en question, mais l'ensemble de notre fonctionnement et de nos interventions.»

● Communiqué

La coordination des groupes femmes d'entreprises de la région parisienne appelle les féministes qui se préoccupent du droit à l'emploi des femmes (chômage, discriminations, temps et conditions de travail, etc.) à venir samedi 2 décembre à 14 heures à Jussieu, tour 46 pour discuter d'un projet de meeting sur l'emploi des femmes.

URSS : Brejnev place ses hommes

Brejnev a fait un rapport détaillé sur la situation économique au cours duquel il a fustigé quelques défauts. Tout d'abord, il a relevé — c'est une routine — la poursuite des pertes dans l'agriculture, les produits ne pouvant être stockés. Il a souligné que la production de produits

dits de consommation augmente moins vite que prévu. Désignant les responsabilités de ces dysfonctionnements, il dénigre les ministères, les organismes économiques, les administrations qui ne savent pas gérer efficacement. Cet appel à l'efficacité de gestion est lié de bout en bout de dis-

cours à l'énorme effort d'équipement économique : Brejnev a annoncé que les investissements seraient destinés en priorité aux secteurs clés : énergie, charbon, métallurgie, transports, étroitement liés au souci d'améliorer la puissance soviétique dans le monde.

La tête de Mazourov est

tombée à la suite de ces constats d'incurie en certains domaines. Premier adjoint de Kossyguine, il était bien placé pour porter le chapeau des carences relevées. Brejnev a également assuré la promotion de trois de ses collaborateurs, notamment Tchernenko désigné au Politburo, instance suprême du PCUS. Peut-être Brejnev pense-t-il qu'ils le secondent plus efficacement dans ses tentatives d'améliorer la gestion. En tout cas, ce qui est certain c'est qu'ils le serviront plus servilement, et lui offrent certaines garanties que sa succession soit assurée.

MORT D'UN JOURNAL

Un nouveau journal disparaît à Paris : Paris Métro, bimensuel en langue anglaise, destiné principalement aux touristes américains visitants la capitale. Lancé en août 76, ce journal aurait accumulé en deux années un déficit de 100 millions anciens. Les vingt employés ont été licenciés.

Vol de chèques dans une imprimerie

Les nouveaux faussaires

Mardi, la direction de la BNP confirmait le vol de plusieurs dizaines de milliers de chèques dans une

imprimerie de Saint Malo. La direction de la BNP faisait savoir par ailleurs qu'elle avait pris toutes les précautions nécessaires à la protection de ses clients, mais les experts ne partagent pas tous le même avis. En effet les chèques volés dans l'imprimerie ne comportent ni l'identification du client, ni celle de l'agence bancaire, et ni surtout les codes magnétiques permettant de les identifier. C'est ce dernier point, notamment, qui permet à la direction de la banque de garder un calme, qui ne pourrait être qu'apparent. Les experts

estiment en effet que ce vol ne serait qu'une étape dans ce qui pourrait être bientôt une fabuleuse escroquerie ; il suffit en effet que les voleurs fassent l'acquisition (si ce n'est déjà fait) de la machine à imprimer les codes magnétiques, l'impression des codes clients et agences étant un jeu d'enfant, et la portée de ce vol a pour ses auteurs ou détenteurs un champ de fraude pratiquement illimité...

La BNP rassure ses clients mais elle avoue son impuissance devant ce vol qui risque de faire date...

VIGNETTE AUTO : DERNIER DÉLAI 30 NOVEMBRE MINUIT

Le dernier délai pour l'achat de la vignette auto est jeudi minuit. Après cette date, il faudra l'acheter auprès du Trésorier et payer une amende.